

*Un autre monde est possible !*

*Edition spéciale !*



**A SAINT MALO**

**RENDEZ-VOUS A 15H**

**Esplanade Saint Vincent**

**Entretien avec Isabelle Thomas**

**Députée européenne**

De plus en plus d'eurodéputé-e-s se prononcent contre le CETA, mais il en reste beaucoup à convaincre. : <https://www.collectifstoptafta.org/ceta/europarl/#check>

**PAS DE**



**AUX MULTINATIONALES**

*Et n'oubliez pas !*

*Réservez votre soirée*

**ON NE CHANGE PAS UNE GALETTE QUI GAGNE**

**LE VENDREDI 3 FEVRIER**  
**18h30 à l'ex Maison des associations**  
**35 rue Ernest Renan**  
**SOIRÉE GALETTE**



*Pour recueillir vos idées, parler des campagnes à venir, échanger, réadhérer... bref, être ensemble*

## Retour sur l'actualité

### LA SOCIALE

#### Projection débat à Dinard

Le 13 janvier, une projection débat a réuni plus de 120 personnes à Dinard en fin d'après-midi. Et comme lors de chaque séance, quel que soit le lieu, ce film puissant et émouvant a encore une fois enthousiasmé les spectateurs. Le débat qui a suivi a été d'une grande qualité, grâce à un Frédéric Pierru en grande forme. Sa connaissance du dossier, mais aussi sa force de conviction ont porté la réflexion à la fois sur les valeurs qui ont présidé à la création de ce grand système de protection sociale : la solidarité, la dignité humaine, mais aussi la volonté politique d'un mouvement revendicatif fort et combatif. Il a mis en parallèle ce qui est en jeu dans les débats actuels : la survie du meilleur système de protection sociale au monde. Face au combat idéologique mené par le Médef, le désengagement des citoyens, la méconnaissance du système affichée par de nombreux élus nationaux, l'absence de volonté politique de la part de toute une partie d'une classe dirigeante issue de la gauche et censée adhérer aux idées qui sont à l'origine de la création de « la sécu », risquent de réduire ce grand projet de transformation sociale à un organisme de gestion sans projet de société, sans idéal et de ce fait, sans avenir.



### ACTION BANQUE

#### Une action contre l'évasion fiscale à Saint Malo



Un rassemblement surprise organisé par le comité local Attac Saint Malo – Jersey a rassemblé au matin de ce samedi 14 janvier une trentaine d'adhérent.e.s devant l'agence de la BNP située rue Jean Jaurès. La banque visée est présente dans de nombreux paradis fiscaux, comme d'autres grandes banques françaises, où elle détient près de 200 filiales, et où elle place le tiers de ses énormes bénéfices, qui échappent ainsi à l'impôt. Alors que le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté atteint en France les 9 millions (en augmentation de plus d'1 million de personnes depuis 10 ans), et que l'Etat manque de moyens pour répondre aux besoins en matière de services publics, comme actuellement la santé, mais aussi pour faire face aux urgences sociales et écologiques, on évalue entre 60 et 80 milliards la perte de recettes pour le fisc du fait de l'évasion fiscale.



Un échange entre une responsable de la direction de l'agence et deux membres d'Attac s'est déroulé dans les locaux de l'agence. Une discussion dans le calme, dans le respect du travail des employés, et qui n'a provoqué aucun trouble dans le fonctionnement de l'agence. Elle a permis de faire remonter à la hiérarchie de l'établissement bancaire les revendications de l'association, en dénonçant cette politique aux conséquences antisociales et en insistant sur le fait notamment qu'en dépit de quelques opérations de communication pour annuler quelques investissements mal venus ou supprimer quelques filiales (comme par exemple aux îles Caïman), la banque poursuit sa politique d'évasion fiscale au détriment de l'Etat. Elle investit également dans des projets en contradiction totale avec les engagements de la COP 21 comme en Pologne où par ses filiales la banque finance des centrales à charbon.



Alors que les deux membres d'Attac portaient nos revendications et notre indignation envers BNP Paribas tout en distribuant des "financiers" aux clients et au personnel, la Direction a pris la décision de fermer l'agence. Comme annoncé à la responsable, le rassemblement s'est déroulé à l'extérieur de l'établissement.



Un tribunal exceptionnel s'est alors constitué pour mettre en accusation les banques coupables d'évasion fiscale.

Le comité malouin s'inscrit donc dans la suite de la campagne engagée par Attac national pour refuser cet état de fait, ainsi que l'impunité dont bénéficient nombre de fraudeurs fiscaux alors que des procédures judiciaires sont engagées contre des lanceurs d'alerte. Le comité veut aussi promouvoir les solutions présentées par Attac, à savoir le renforcement des administrations chargées de lutter contre le blanchiment, supprimer le monopole de Bercy en matière d'ouverture des poursuites pénales, interdire le va et vient des hauts fonctionnaires entre la fonction publique et la finance, et engager la transition sociale et écologique avec les sommes récupérées.

